

JOURNAL INTERNE DE LA SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE RAFFINAGE



LE MINISTRE ABDOURAHMANE CISSÉ À L'ARA WEEK

Et l'Etat sauva la SIR par la restructuration de sa dette



POUR LE SOUTIEN DE LA SIR À L'ARA

Le DG, M. Camara Thomas, reçoit un prix exceptionnel à Cape Town

2019
ARA WEEK
29 MARCH

Hydrocraqueur

C'est reparti !

MME BOMBO TATIANA, EXPORTE EN INGÉNIERIE DE GENRE

« Nous allons rendre transversale l'approche genre »



Sommaire

Edito

Une nouvelle ère 3

AXE

Mme Bombo Tatiana, Experte en Ingénierie de genre

« Nous allons rendre transversale l'approche genre » 4



Salut à vous, M. Abdourahmane Cissé 8

Le Ministre Abdourahmane Cissé :

« Travaillons ensemble... »



DOCUMENT

Raffinage

Le Ministre Abdourahmane Cissé à l'ARA week

Et l'Etat sauva la SIR par la restructuration de sa dette..... 9



Interview

Thomas Camara, DG de la SIR

« Notre raffinerie a un bel avenir devant elle » 11

Paroles fortes...

Faire face aux investissements lourds 11

DOSSIER

Hydrocraqueur

C'est reparti !

14



UNE NOUVELLE ÈRE

Dette restructurée. DHC remis en service. Deux événements qui surviennent quasi concomitamment comme pour préfigurer l'ouverture d'une ère nouvelle. En effet, une nouvelle ère s'ouvre pour la SIR.

Flash-back ! Le dérèglement du marché pétrolier à partir de 2008, sur une période de près de dix ans, avait été extrêmement difficile, partout dans le monde, pour le secteur du raffinage, y compris pour la SIR. Du fait de la rudesse de la situation économique et financière, nombre de raffineries avaient même été fermées.

Dans ce contexte, l'arrêt brutal de l'hydrocraqueur, unité-phare, le 2 janvier 2017 - de triste mémoire - avait été un coup d'autant plus dur pour notre entreprise qu'elle ployait sous le poids de la dette.

La SIR ne doit sa survie qu'à quatre choses : la foi communicative du Directeur Général dans le développement de l'entreprise, la ténacité de ses agents, le climat social rendu paisible par les partenaires sociaux et la sollicitude du Gouvernement (lire notre document en pages intérieures).

Avec sa restructuration financière, ses nouveaux outils de gestion (le Business Model notamment) et un personnel très motivé, la SIR a retrouvé le sourire et peut regarder l'avenir avec sérénité.

Il faut toutefois maintenir le cap pour que la nouvelle ère ouverte soit d'autant plus pérenne qu'elle s'adosse aux leçons et expériences du passé récent. Une sorte de bouclier anti-échec !■

DOCUMENT



**Joël Dervain, Secrétaire
exécutif de l'ARA**

« La Côte d'Ivoire a montré
l'exemple ».....

20

Pour le soutien de la SIR à l'ARA

Le DG, M. Camara Thomas
reçoit un prix exceptionnel
à Cape Town.....

20



14



Mme Bombo Tatiana, Experte en Ingénierie de genre

La Responsable Gestion des Ressources Humaines (GRH) lève le voile sur ce concept souvent mal compris. Elle fait partie des 33 premiers experts en genre que compte la Côte d'Ivoire depuis décembre dernier.

« Nous allons rendre transversale l'approche genre »

Mme BOMBO Tatiana

Vous êtes experte en Ingénierie de genre. Que recouvre cette qualification ?

Merci beaucoup pour l'opportunité que vous m'offrez pour parler du genre.

Avant de parler de l'Expert genre, il faut dire que le Genre étudie les rapports entre l'homme et la femme, la jeune fille et le jeune garçon. Leurs rapports sont construits par la société qui définit les rôles de chacun et ces rapports varient dans le temps et en fonction des pays, des villes et des villages. Il se trouve que partout dans le monde l'analyse des rapports homme femme et jeune fille et jeune garçon sont inégalitaires sur le plan social, économique, culturel et politique. Et cette inégalité est un frein à un développement durable des populations. L'approche genre et développement vise justement à réduire ces rapports inégalitaires.

En Côte d'Ivoire, nous avons un document de définition de la politique Genre. Il y est spécifié que «Le genre est une approche de

développement qui vise à réduire les inégalités sociales, économiques, politiques et culturelles entre les hommes et les femmes, entre les filles et les garçons. Il s'agit des chances, des opportunités, des droits et devoirs accordés à tout individu, homme ou femme au sein d'une société. L'objectif étant d'assurer un développement juste et équitable permettant aux hommes et aux femmes de participer à égalité de chance au développement et au processus de prises de décisions... »

L'expert en Ingénierie de genre, est une personne qui a reçu une formation en la matière. C'est un spécialiste de l'approche genre, une personne qui peut expliquer en des mots très simples ce que c'est que le genre, ce que vise le genre et **faire comprendre à tout le monde que l'approche genre est un outil de développement.**

C'est un spécialiste qui aide à faire intégrer le genre dans tous les projets, institutions, entreprises publiques et/ou privées pour atteindre un développement participatif équitable et durable.

D'où est partie cette vocation qui vous a amenée à vous former ?

La formation a été dispensée par la Chaire UNESCO, Eau, Femmes



et Pouvoir de Décision, sous la Tutelle du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES). Et l'initiatrice de la formation, est Mme Euphrasie YAO, Conseillère Spéciale du Président de la République en charge du Genre et Titulaire de la Chaire UNESCO, Eau, Femmes et Pouvoir de Décision.

Il faut dire qu'en fin 2017, différentes entreprises des secteurs privé et public ont été invitées à participer au lancement du programme de formation dispensé par la Chaire UNESCO, Eau, Femmes et Pouvoir de Décision. Et j'ai eu l'honneur d'être désignée pour représenter la SIR.

Comment avez-vous réussi à concilier cette formation académique avec vos charges professionnelles déjà lourdes à la SIR ?

C'était très dur effectivement. Mais j'étais en mission, il fallait mériter la confiance que la Direction avait placée en moi. Je me suis donc organisée pour pouvoir y arriver.



Avec le RDHA, M. Soro Tiotioho (3è à partir de la gauche)

Il faut rappeler qu'à travers son Document de Politique Genre, la Côte d'Ivoire s'est engagée pour un déploiement de la mise en œuvre du genre aussi bien dans les Administrations publiques que dans les entreprises privées. Cette formation s'inscrit dans cette démarche.

La SIR, il ne faut pas l'oublier, est la première entreprise industrielle ivoirienne de par son chiffre d'affaires. Et comme il s'agit de rendre transversale l'approche Genre, la SIR ne doit pas être en marge. Il fallait aller au bout de la formation. Par la grâce de Dieu, j'y suis arrivée mais cela a été dur comme d'ailleurs pour tous les membres de la promotion qui occupent de très hautes fonctions dans le public et le privé.

Quelle est l'utilité d'un Expert Genre pour la SIR ?

Pour une entreprise comme la SIR, entreprise industrielle citoyenne de référence, nous devons apprécier comment le genre est pris en compte. A travers un audit genre, avoir la situation de l'entreprise et formuler des recommandations.

Il faut dire que les stéréotypes de la vie de tous les jours se retrouvent dans les entreprises. En tant qu'experte genre, je serai regardante sur plusieurs aspects : une femme subit-elle une violence de genre, des propos désobligeants, des situations humiliantes, du fait qu'elle soit femme? Son autorité professionnelle est-elle contestée du fait qu'elle soit femme ? A-t-elle accès à tous les métiers stratégiques de l'entreprise ? Il y a aussi des actions à mener à l'endroit des femmes.

Neuf mois de formation

35. C'est l'effectif de cette première promotion d'experts genre dont vient se doter la Côte d'Ivoire. Ils ont bénéficié d'une formation académique qui a duré neuf mois. Une démarche qui s'inscrit dans l'ambition de la Côte d'Ivoire de devenir un pays émergent à l'horizon 2020 avec une base industrielle solide

comme contenu dans le Programme National de Développement (PND) 2016-2020.

Pour réaliser cette ambition, il va sans dire que la disponibilité et les capacités des femmes et des hommes à construire une Côte d'Ivoire émergente et prospère seront des atouts. Les capacités développées chez les experts genre vont donc s'avérer précieuses ■



Les 33 premiers experts en genre en Côte d'Ivoire

D'un point de vue compétence, elles se sous-estiment, n'osent pas prendre leurs responsabilités, se réfugient derrière le construit social et préfèrent des postes qui les rapprochent de leur rôle reproductif. Elles estiment qu'elles ne peuvent pas ou ne doivent pas occuper tel poste ou prendre leurs responsabilités (il est parfois difficile d'obtenir que les femmes postulent aux mandats de délégués, ou aux postes de responsables de certaines de nos organisations etc.).

Des actions seront menées aussi vers nos collègues hommes. Il y a le cas de certains qui ne veulent pas se faire diriger par des femmes, qui estiment que les femmes ne sont pas compétentes, ou qui estiment qu'il y a certains postes réservés aux femmes ou d'autres réservés aux hommes.

En entreprise, tout cela va se traduire par un comportement non professionnel et non productif. Avec les lunettes Genre, nous allons analyser ces problèmes aussi bien au niveau des femmes que des hommes et leur apporter une réponse adaptée.

L'objectif pour nous étant de pouvoir faire exprimer le maximum des capacités des hommes et des

femmes en tenant compte de la spécificité de chacun pour l'atteinte des objectifs fixés par l'entreprise. Au niveau organisationnel, les pistes de réflexions sont celles applicables à toutes les entreprises : quelle est la politique Genre de l'entreprise ? Quelle est la proportion des hommes et celle des femmes en entreprise, quelle est la représentativité aussi bien des hommes que des femmes au niveau des sphères décisionnelles de l'entreprise. Qu'est ce qui explique ces écarts ? Comment réduire ces écarts ? Certains métiers ou secteur d'activités sont toujours considérés comme réservés aux hommes ? Est-ce par manque de compétence des femmes, par manque de disponibilité d'offres féminines ou du fait des stéréotypes concernant les femmes ?

Dans l'imagerie populaire, le concept Genre est pourtant perçu comme se rapportant à la femme... Les gens ont effectivement l'impression que le Genre se rapporte à la femme. Non ! Et c'est pourquoi l'initiative de la Conseillère Spéciale du Président de la République chargée du Genre a été saluée par toutes les autorités présentes à la

cérémonie de remise des diplômes. Je rappelle la définition de la politique Genre en Côte d'Ivoire c'est très important : « Le genre est une approche de développement qui vise à réduire les inégalités sociales, économiques, politiques et culturelles entre les hommes et les femmes, entre les filles et les garçons. Il s'agit des chances, des opportunités, des droits et devoirs accordés à tout individu, homme ou femme au sein d'une société. L'objectif étant d'assurer un développement juste et équitable permettant aux hommes et aux femmes de participer à égalité de chance au développement et au processus de prises de décisions... »



Vous voyez bien que l'approche genre est un outil de développement qui prend en compte l'homme et la femme. Il faut souligner, que les politiques Genre sont définies par rapport aux inégalités à combattre sur le terrain pour tendre vers un développement participatif équitable et durable. Ces définitions et objectifs sont différents d'un pays à un autre. En Côte d'Ivoire, les inégalités que nous cherchons à traiter, sont celles qui existent entre l'homme et la femme, les jeunes garçons et les jeunes filles. Que ce soit en entreprises, dans les administrations, dans le monde rural, dans les villes et dans tous les secteurs d'activités.

Et tous les experts genre vous diront que dans la conduite de nos analyses et recommandations il est toujours bien important de tenir compte du fait qu'un homme est un homme, une femme est une femme, il s'agit de notion biologique et innée.

Pour le reste, dès lors qu'il s'agit de capacités, de contribuer au développement, nous avons pour mission de faire réduire toutes les inégalités entretenues par notre environnement et qui heureusement évoluent dans le temps et dans l'espace. Il y a des années, quel était le nombre de femmes comparé aux hommes en tant

que chauffeurs de taxi, de bus, woro woro, maçons, pompiers, mécaniciens, policiers, gendarmes, militaires, maires, députés, ministres, PCA, DG, Chef de village, Présidente de la République, etc... ???

Le monde est composé d'hommes et de femmes et pour un développement durable, toutes les capacités existant, les hommes, les femmes, les jeunes filles et les jeunes garçons doivent y contribuer, participer aux prises de décisions et bénéficier des retombées qui en résultent.

Il s'agit bien de combattre les inégalités pour tendre vers une égalité de chances dans tous les domaines en tenant compte de la spécificité de chacun, homme ou femme, jeune gens ou jeunes filles, parce que les besoins et les attentes des uns et des autres ne sont pas les mêmes ■

Remerciements et souhaits

Je remercie très sincèrement la Direction Générale qui a adhéré au projet national d'intégration du genre et m'a confiée cette mission. J'espère être à la hauteur.

Notre mission, en tant que premiers experts en genre, sera de rendre transversale l'approche genre au sein de la SIR et au-delà dans toute la Côte d'Ivoire. Merci à Madame Euphrasie Yao, qui nous a coachés durant toute la formation aux côtés du corps enseignant.

Je souhaite que l'année 2019 enregistre un renforcement des actions déjà engagée par la Direction Générale en matière de promotion du genre. Que l'année 2019 confirme l'élan de performance sur lequel notre entreprise est engagée et que nous les agents, soyons et restons toujours, exemplaires, irréprochables et doublement impliqués pour la pérennité de notre entreprise ■



Avec Mme Jeanne Peuhmond, vice présidente de l'Assemblée Nationale

Avocate des femmes ?

Certaines idées reçues tendent à faire croire que la politique Genre est un instrument déployé au bénéfice exclusif des femmes. « L'approche Genre, ce n'est pas s'occuper que des femmes », rectifie Mme Bombo. « C'est vrai que le positionnement des femmes partout dans le monde est généralement inégalitaire par rapport à celui des hommes et c'est pourquoi le langage est plus orienté vers les femmes mais en réalité dans l'approche genre, il s'agit de prendre en compte l'homme et

la femme», relève-t-elle.

Et de préciser : « le genre étudie les rapports entre l'homme et la femme. Je ne serai donc pas le défenseur que des femmes. Je serai regardante sur les rapports hommes et femmes et là où une situation inégalitaire de genre sera identifiée, nous allons l'analyser et faire des recommandations ».

Mme Bombo, avocate des femmes de la SIR ? Pas du tout donc !

Salut à vous, M. Abdourahmane Cissé



Autour du Ministre A. Cissé et son Dir. cab, les PCA SIR et SMB à gauche et les DG SIR et SMB à droite

Ambiance des grands jours, le mercredi 6 février dernier. L'Espace BKG s'était paré de belles couleurs pour accueillir le ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables, M. Abdourahmane Cissé. Son arrivée s'inscrivait dans le cadre des visites des structures sous sa tutelle et était, manifestement, très attendue. La grande famille de la SIR et de la SMB rassemblée à l'Espace BKG, pour l'occasion, n'aurait su rater cette opportunité pour lui exprimer sa reconnaissance, dira le DG, M. Camara Thomas, dans son discours de bienvenue.

M. Abdourahmane Cissé, dira-t-il, s'est impliqué fortement et a contribué hautement à la résolution des difficultés financières de la SIR, ramenant l'entreprise de très loin. Il a ainsi demandé un ban nourri pour M. Abdourahmane Cissé, devenu ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables en décembre dernier. Ce qui a été fait avec beaucoup de chaleur. Dans le même élan de reconnaissance, le Secrétaire Général des Délégués du personnel, M. Kouamé Kouassi Jean-Louis, au nom des agents SIR et SMB, a salué le « rôle déterminant » que le ministre Abdourahmane Cissé a joué

dans la survie de la SIR. De nombreux autres challenges restent à relever et la SIR a encore besoin de son appui, a-t-il plaidé.

Le Président du Conseil d'Administration de la SIR, le Général Soumaïla Bakayoko, et son homologue de la SMB, Mme Traoré Aminata, ainsi que le DG de la SMB, M. Doumbia Mamadou, étaient présents à cette rencontre qui a pris parfois des allures de retrouvailles. Le ministre a, en effet, reconnu parmi les agents SIR d'anciens compagnons de classe qu'il a salués avec sympathie ■

Le Ministre Abdourahmane Cissé : « **Travaillons ensemble...** »

« Oui, vous venez de loin... J'ai participé en 2016 aux travaux relatifs à la restructuration de la dette de la SIR. Un nouveau départ s'annonce... Ce n'est pas aujourd'hui, alors que je suis ministre de Tutelle, que je ne soutiendrai pas la SIR ». C'est l'assurance donnée par le ministre Abdourahmane Cissé, clôturant les échanges. « Je souhaite que nous travaillions ensemble. Nous devons nous tenir la main et aller le plus loin possible », a-t-il lancé, prônant un esprit d'équipe. Il s'est dit ouvert à toutes les réflexions possibles.

Il a salué, en outre, la synergie qui existe entre les équipes de la SIR et de la SMB et félicité les deux équipes pour l'important travail qu'elles ont réalisé et les résultats atteints ■



Raffinage

Et l'Etat sauva la SIR par la restructuration de sa dette

Un modèle réussi de sauvetage révélé par le ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables.



A l'ARA week, à Cape Town

La Côte d'Ivoire a doublement volé la vedette le mois dernier au Cap, lors de la 14^e assemblée générale de l'Association des raffineurs et distributeurs d'Afrique (Ara). Primo : en relevant l'éclat de la cérémonie d'ouverture de par la présence du ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables, Cissé Abdourahmane, une première dans l'histoire de cette organisation née, il y a treize ans. Secundo : en déroulant le plan qui a permis de sauver son unique raffinerie, la Société ivoirienne de raffinage (Sir). Un véritable cours magistral suivi avec une attention soutenue et un vif intérêt. Un intérêt d'autant plus vif que le secteur du raffinage est problématique, depuis quelques années, en Afrique et ailleurs dans le monde. Des années sombres ont prévalu et mis à mal les outils de production de carburants qui ont du mal à se redresser. La Sir fait partie du lot. Elle traîne, comme un boulet, un lourd passif qui la contraint au strict minimum. La survie avant tout ! Puis, depuis quelques mois, des frémissements

enchanteurs... Un retournement de situation inespérée ! Des recettes à partager...

Plus de 300 milliards de F Cfa de dettes

2008-2018. Une décade noire pour le secteur du raffinage. Les cours du pétrole brut sont comme détraqués. Ils connaissent une chute importante. Les marges de raffinage aussi. Le pétrole ne nourrit plus ses raffineurs... Coup dur pour les unités de transformation sur toute la planète. Elles ferment en cascade. Et pour ne rien arranger, une crise financière s'invite aux Etats-Unis, en rajoutant au marasme. Grisaille sur toute la ligne !

Les raffineries ferment en cascade, en Amérique, en Europe et en Afrique. Celle de Côte d'Ivoire résiste, mais accumule les dettes. Celles-ci culminent à plus de 300 milliards de francs Cfa en 2014. Son approvisionnement en pétrole brut, sa matière première, est aléatoire. La situation financière de l'entreprise se dégrade fortement et

devient intenable. « Avec la chute des cours en 2008 puis en 2014 et l'effondrement des marges de raffinage de 2009 à 2014, la situation financière de la Sir était devenue difficile. Pendant trois années de suite (2014, 2015, 2016), les résultats nets ont été déficitaires, mettant en cause la pérennité de l'entreprise », résumera le ministre Abdourahmane Cissé.

Recettes anti-nauffrage

Début 2015, la direction de l'entreprise prend le taureau par les cornes. Elle met en place un plan de redressement dénommé « Business Model 2015-2020 », ayant pour objectif de restaurer l'équilibre financier de l'entreprise à l'horizon 2020. Parallèlement, elle sollicite un soutien financier de l'Etat à l'effet de « restructurer sa dette à court terme, en dette bancaire moyen et long termes » et « réduire le délai de règlement des fournisseurs de 300 jours à 30/60 jours ».

Ce soutien financier de l'Etat se déploiera en deux axes, fera savoir le ministre avec des détails jamais révélés sur la place : la réalisation d'un audit général sur la situation de la Sir par le célèbre cabinet Kpmg (lequel confirmera la dette), puis la mise en place d'un soutien dans la



Billet

Valeur

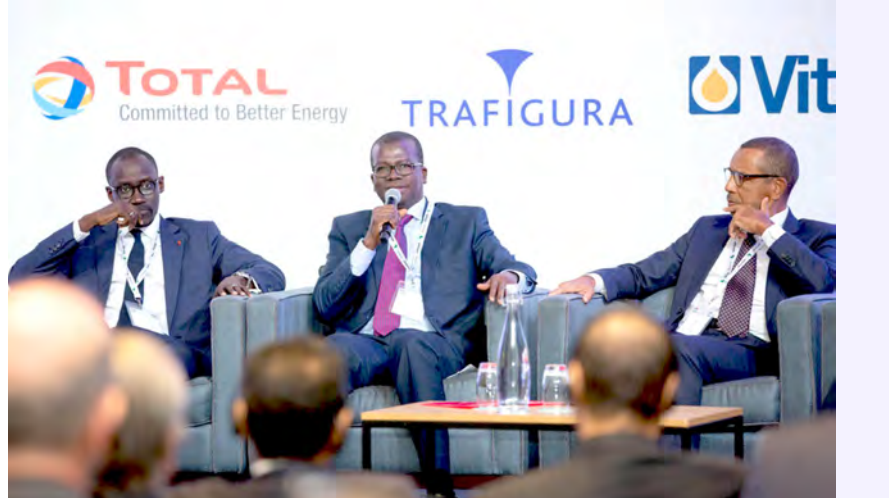
A la SIR, l'honnêteté (avec soi-même et avec le travail) est une valeur cardinale.

Inscrite en bonne place dans les critères de sélection des nouvelles recrues, elle est le socle des rapports entre les agents et l'entreprise.

En tout état de cause, elle se caractérise par l'irréprochabilité, l'exemplarité et l'implication. Une trilogie pronée par la Direction Générale et partagée par le personnel !

On peut même dire, sans risque de se tromper, que c'est un viatique pour le développement durable de l'entreprise !

Tadji



Le DG de la SIR intervenant au cours d'un panel de l'ARA à Cape Town

structure des prix sur le marché national.

Pour garantir l'équilibre du plan de refinancement, une contribution de 11 milliards de francs Cfa sera demandée à la Sir, à travers « la baisse des dépenses de fonctionnement (à hauteur de 6 milliards de F Cfa) et l'amélioration des performances techniques et opérationnelles (5 milliards F Cfa) ».

Impacts positifs

Les impacts ne tarderont pas à se faire sentir : « paiement immédiat de toutes les dettes fournisseurs échues, réduction des délais de règlement des fournisseurs, baisse du coût d'approvisionnement (par la baisse du risque Sir), baisse des frais financiers, amélioration de la rentabilité globale de l'entreprise ».

Les premiers effets seront perceptibles dès la fin 2017 avec le retour à l'équilibre financier pour se consolider en 2018 avec des résultats considérés comme les meilleurs de l'histoire de cette entreprise créée en 1962.

« L'Etat, actionnaire, a pris ses responsabilités pour sauver la Sir », conclura Abdourahmane Cissé, ministre du Budget pendant la période critique et ayant eu à initier et présenter en Conseil des ministres, le 19 octobre 2016, la communication qui a emporté le soutien de l'Etat à la Sir. L'Etat de Côte d'Ivoire devenait le garant des transactions de la Sir, un engagement qui a rassuré les partenaires et les a amenés à être plus flexibles dans leur commerce.

Devenu ministre de Tutelle à la fin de l'année dernière, c'est lui qui, en

décembre, a piloté la convention de crédit entre le gouvernement et l'ensemble des prêteurs pour la restructuration de la dette.

« La dette est effectivement restructurée, la santé financière de la Sir est rétablie », conclura-t-il avec force dans un Century City Conference Centre qui a fait silence, scotché à ses lèvres. Une success-story que nombre de représentants des pays présents ont souhaité pouvoir dupliquer chez eux et ont, à cet effet, cherché à en savoir davantage. Durant les trois jours qu'elle a duré, la 14e Assemblée générale des raffineurs et distributeurs africains s'est, du coup, trouvée embaumée d'une expertise et d'un fort parfum Côte d'Ivoire.

Outil de souveraineté

« La Sir, ce n'est pas moins de 600 employés permanents avec, en plus, une centaine d'employés indirects. En outre, plus de 200 entreprises locales lui offrent leurs services en tant que sous-traitantes. Vous voyez donc son importance sur le plan national. Elle n'est pas une société classique. C'est la première entreprise industrielle de Côte d'Ivoire. Il était donc important de l'aider », nous confiera-t-il, expliquant l'engagement du gouvernement qui s'est fait « sous la forte impulsion du Président de la République ».

Mieux : « la Sir approvisionne le marché local en produits pétroliers. En matière de souveraineté, c'est très important », soulignera-t-il.

Pour les grands chantiers de modernisation à venir, cet accompagnement est quasi assuré !■

—> Suite à la page 20



Thomas Camara, DG de la SIR

« NOTRE RAFFINERIE A UN BEL AVENIR DEVANT ELLE ! »

L'optimisme est plus que jamais de mise chez le Directeur Général de la Société Ivoirienne de Raffinage.

Comment se porte la Sir aujourd'hui ?

La Sir se porte très bien !

Il y a quelques mois encore, vous ne pouviez pas parler avec autant d'assurance...

Il y a quelques temps, en effet, la Sir ne se portait pas bien. Mais grâce au fort appui que nous avons obtenu du gouvernement, la dette de la Sir a été restructurée ; tous les fournisseurs ont été payés ; la situation financière est pratiquement mise à niveau de sorte que nous nous portons effectivement très bien !

La Sir a accumulé des dettes qui se sont élevées à plus de 300 milliards de francs Cfa. Comment en est-on arrivé là ?

Tout a démarré en 2008. A partir de cette année-là, il y a eu une chute importante des cours. Il y a eu d'abord une crise financière aux États-Unis qui s'est traduite par une crise économique mondiale qui a affecté les cours

des produits pétroliers et entraîné l'effondrement des marges de raffinage. Ces deux phénomènes cumulés ont lourdement affecté le tissu du raffinage international. Beaucoup de raffineries ont fermé en Amérique, en Europe, en Afrique et même tout près de nous, dans la sous-région ouest-africaine.

Celles qui ont survécu ont eu à faire face à des dettes qui se sont créées et se sont accumulées. Il y a eu ensuite une deuxième chute des cours en 2014 qui a porté un autre coup dur aux raffineries. La Sir a survécu à ces deux crises, mais avait accumulé depuis 2008 une dette qu'il fallait restructurer.

Nous avons donc approché l'Etat et nous lui avons demandé de bien vouloir venir à notre secours. Nos hautes autorités se sont montrées très compréhensives. Je voudrais saisir vos colonnes pour dire merci au Président de la République, Alassane Ouattara, au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et à tout le gouvernement,

Paroles fortes...

« Faire face aux investissements lourds »

« A présent que la survie de la SIR est assurée, nous devons faire face à son développement dans les prochaines années. Parmi les défis majeurs à relever, figure en bonne place la problématique du changement des spécifications des produits raffinés qui exige de gros investissements.

Monsieur le ministre, nous voulons encore nous tourner vers vous pour bénéficier de votre efficace soutien, dans l'espoir de pouvoir financer ces investissements lourds sans lesquels la SIR deviendra obsolète en 2025 », a dit le DG, M. Camara Thomas.



Vue des participants

notre ministre de tutelle en particulier, Abdourahmane Cissé, qui avait déjà initié la communication en Conseil des ministres quand il était en charge du Budget, pour solliciter l'accord du gouvernement afin de soutenir la Sir.

En décembre 2018, la dette a été restructurée avec la signature des accords par les différents ministres et en janvier dernier, nous avons payé toutes les dettes dues aux fournisseurs et aujourd'hui, la situation financière de la Sir est très bonne.

Tout le mérite revient à nos autorités qui nous permettent d'avoir aujourd'hui une Sir reluisante, qui fait envie comme vous le constatez ici à Cape Town à l'assemblée générale annuelle de l'Ara où nous sommes chaleureusement félicités et cités en exemple.

Au plus fort de la crise, certaines voix ont préconisé la réduction du personnel comme voie de solution. Mais vous vous y êtes refusé. Pourquoi ?

C'est vrai ! Lorsque nous avons été nommé à la tête de la Sir, en décembre 2011, par le Président de la République, nous connaissions

déjà la situation. Nous savions que le problème de la Sir n'était pas un problème de personnel ni de charge salariale. C'était plutôt la dette qui s'est accumulée depuis 2008. Il fallait faire face à cela plutôt que de recourir à un plan social qui consisterait à mettre des pères de famille dans la rue. On ne résoudrait pas le problème. Nous avons expliqué à nos autorités que ce n'était pas ça la solution. La solution, c'était d'adresser le problème de la dette. Avant d'agir, l'Etat a commis un audit par un cabinet international qui a également fait son évaluation de la situation et a conclu que le problème de la Sir, c'était la dette. C'est ainsi que l'Etat a pris ses responsabilités pour intervenir et sauver la Sir. Le plan social ne s'imposait pas...

Surtout qu'il aurait certainement conduit à sacrifier certaines expertises...

Tout à fait. Nous sommes la seule raffinerie et la meilleure en Afrique de l'Ouest. D'ailleurs, les raffineries voisines (celles du Cameroun, du Sénégal, du Gabon et du Congo) viennent former leurs effectifs chez nous. L'expertise se trouve chez

nous. Pour acquérir l'expertise dans le monde du raffinage, il faut au minimum 15 ans d'ancienneté. On aurait renvoyé des gens qui seraient partis avec leurs expertises sûrement et ça aurait affaibli la Sir. Et lorsqu'on aurait réglé le vrai problème de la Sir, nous aurions à souffrir de cette situation.

Comment avez-vous vécu les différentes contraintes demandées par l'Etat dans l'exécution du plan de sauvetage : réduction des charges de fonctionnement, amélioration des performances, etc. ?

Il y allait de la survie de l'entreprise et du maintien des emplois. Nous avons fait preuve d'imagination, mis à contribution le personnel en faisant du brainstorming. Nous avons demandé que tout ce qui ne contribue pas à la survie de l'entreprise soit tout simplement supprimé. En revanche, que tout ce qui est et contribue doit être amélioré. C'est ce principe qui a été adopté. Nous avons pu maintenir l'essentiel et nous nous sommes débarrassés de beaucoup de choses qui étaient, certes, importantes, mais pas indispensables. C'est ainsi que nous sommes arrivés à faire des économies à hauteur de six milliards de francs par an au niveau des dépenses de fonctionnement. Au niveau des gains de compétitivité, nous avons fait un Business Model qui a consisté à mettre à plat tous les processus, tant au niveau technique qu'au niveau financier et commercial. Des propositions ont été faites, qui ont abouti à des plans d'action avec des dates de réalisation. Avec les responsables désignés, nous avons piloté ces opérations au quotidien. Et nous avons pu faire des

améliorations de notre compétitivité, de nos performances, de plus de dix milliards de francs Cfa.

L'Etat a dû déployer sa garantie souveraine pour rassurer vos partenaires. Comment cela a-t-il opéré?

Il s'agissait de restructurer la dette sur un terme long. Nous nous y étions essayés auparavant, mais nous n'avions pu obtenir que des durées de trois à quatre ans. Or, il fallait au moins une maturité de neuf ans, voire douze. Les banques ne pouvaient pas nous l'accorder sans une garantie de l'Etat. La garantie souveraine de l'Etat a permis d'accéder donc à ce refinancement de la dette avec une maturité plus longue. Auprès des banques locales, nous avons pu obtenir une maturité de sept ans et auprès des banques internationales, une maturité de neuf ans ; ce que nous ne pouvions pas obtenir de nous-mêmes. Naturellement, tout est organisé à notre niveau pour ne pas appeler cette garantie souveraine.

Il y a eu un autre coup dur en janvier 2017 : l'incendie qui a endommagé votre unité phare. Avez-vous évalué le préjudice subi ?

Effectivement, notre unité phare, l'hydrocraqueur, a connu un incendie il y a deux ans. Heureusement, nous étions assurés au niveau national et au niveau international par les réassureurs contre, à la fois, les dommages et la perte d'exploitation. Cette assurance a été actionnée et nous avons pu être remboursés par les réassureurs de tout ce que nous avons perdu et également de tout ce que nous avons dépensé pour remettre l'hydrocraqueur en service. Le manque à gagner a été remboursé.

Aujourd'hui, nous avons pratiquement achevé le démarrage de cette unité. Nous en sommes au réglage plus fin pour que l'unité marche au régime établi, sans perturbation.

Elle devrait être à régime dans les tout prochains jours.

La Sir est-elle à même de faire face à la concurrence des grosses raffineries qui voient le jour de par le monde et même, non loin de la Côte d'Ivoire, au Nigéria ?

Le secteur du raffinage est effectivement de plus en plus concurrentiel. Mais l'avantage que nous avons à la Sir, c'est d'être doté d'un outil puissant qui est justement l'unité d'hydrocraquage. Avec cet outil, et avec les économies, les améliorations et les optimisations que nous avons faites, tout le monde est unanime pour dire que s'il devait y avoir une seule raffinerie, qui devrait rester dans notre sous-région ouest-africaine, c'est bien la Sir. Nous n'avons donc pas peur de la concurrence. Mais il y a quand même un rendez-vous qu'il faut préparer : c'est la modernisation de la raffinerie pour lui permettre de fabriquer des produits pétroliers avec des teneurs en soufre de plus en plus basses. Les contraintes environnementales sont telles, aujourd'hui, qu'il faut fabriquer des produits propres. Cela passe par des investissements. Une fois que nous aurons franchi cette dernière étape, la raffinerie pourra assumer le bel avenir qu'elle a devant elle !

La période où les fournisseurs vous fuyaient parce que vous n'étiez pas solvables est-elle donc définitivement révolue ?

Elle est complètement révolue ! Les fournisseurs nous fuyaient. Mais on ne peut pas jeter la pierre à eux tous. Certains nous sont restés fidèles, même s'ils exigeaient des garanties avant de décharger les cargai-

sons de brut. Certaines banques aussi nous fuyaient...

Aujourd'hui où la situation financière est rétablie, tout le monde nous court après. Nous profitons de la présence du plus grand nombre pour mettre de la compétition entre les banques et au niveau des fournisseurs aussi, pour tirer les prix vers le bas, pour optimiser, voire maximiser, nos résultats.

Avez-vous tiré les leçons de ce qui est arrivé ? Etes-vous structurellement bien organisé aujourd'hui pour faire face à tout nouveau coup de ce genre, malgré les aléas du secteur ?

Le niveau zéro n'existe pas certes, mais la Sir a un niveau de professionnalisme très élevé. Toutes les raffineries sœurs de la sous-région viennent se former à la Sir. La compétence est là ! Même les institutions de Bretton Woods s'accordent pour dire que la Sir est viable, qu'elle regorge de compétences. Les compétences sont là, la situation financière est rétablie, la capacité de production est entièrement retrouvée, les mécanismes sont mis en place pour ne plus retomber dans cette difficulté. Nous avons beaucoup appris de cette période. Cela a commencé en 2008, et s'est réglé en 2018. Ce sont dix années de traversée du désert où nous avons appris beaucoup ■



Le DG de la SIR, M. Camara Thomas

Hydrocraqueur

C'est reparti !

La raffinerie a retrouvé sa force de frappe : l'hydrocraqueur, doté d'un cœur nouveau. Un peu plus de deux ans après l'incendie survenu le 2 janvier 2017 (date de triste mémoire), la pièce maîtresse de la raffinerie a été réhabilitée avec un nouveau réacteur, fabriqué au Japon.

Un homme a été au cœur du processus d'acquisition de ce nouveau réacteur, le Chef Projet Grands Arrêts, M. Boizi Elloe Martin.

Une véritable odyssee. Il raconte...

BEL ET BIEN REPARTI

On peut le dire : le DHC est reparti ! L'unité a été démarrée le 22 mars dernier, avec des produits conformes aux stockages. Ça été un chantier important et long. Les travaux ont été lancés au lendemain même du sinistre survenu le 2 janvier 2017.

Aujourd'hui, on essaie de faire un bilan à chaud. Après un démarrage comme celui-là, il y a une phase de retours d'expérience que nous avons lancée pour avoir les avis des uns et

des autres et les capitaliser. Les principaux indicateurs que nous nous sommes donné sont au vert, notamment la sécurité, l'environnement, la qualité et la fiabilité.

VOLUME DE TRAVAIL.

On a fait zéro accident avec arrêt de travail et on a un TRIR de 0.56, qui est inférieur au TRIR moyen de la SIR. On parle d'un million huit cent mille neuf cent cinquante (1 800 950) heures de travail depuis le début du sinistre, ce qui est relativement important par rapport à ce qu'on a

l'habitude de faire pendant les grands arrêts sur le DHC qui se situe autour de 350 000 heures.

QUALITE.

Au niveau sécurité, ça s'est bien déroulé. Au niveau Environnement, il n'y a pas eu de pollution en ce qui concerne les rejets atmosphériques ou des eaux.

Au niveau qualité des travaux, on peut considérer que tout s'est bien déroulé quand on regarde l'ampleur des travaux qu'il y a eu, c'est-à-dire: peu de fuites au démarrage, aucun joint plein oublié.



GROS CHANTIERS.

Le DHC, ça été de très gros chantiers, à commencer déjà par la zone sinistrée. La zone endommagée par le feu est autour des réacteurs où on a des équipements importants, notamment des tuyauteries en aciers spéciaux et de très fortes épaisseurs qu'on ne trouve pas couramment sur le marché. Les travaux sur ces équipements n'étaient pas simples et devaient être faits par des spécialistes qui ne courent pas les rues.

Cette zone a été complètement brûlée, il fallait ressortir les plans et la refaire totalement. Ça été un gros chantier.

13 MOIS DE CONSTRUCTION.

Derrière, il y a le chantier du réacteur, le 87R02. A la suite du sinistre, il devait être remplacé. Ce n'était pas aisé, parce qu'il fallait l'étudier totalement. Celui qui était là date de 1980. Après près de 40 ans, on ne pouvait pas reconstruire un équipement à l'identique. Il fallait

La force de frappe



S'il est un outil qui fait la fierté de la SIR et lui apporte une plus-value en matière de production, c'est bien l'hydrocraqueur. Outil de haute portée technologique, il constitue la force de frappe de la SIR.

Avant l'incident survenu le 2 janvier 2017, il était au summum de son rythme: 120 t/h. Nous étions en 2015. Rarement cette performance avait été réussie par le passé. « Nous avons quelques fois tourné à 110 t/h, mais nous n'avons pu tenir le rythme longtemps », confiait alors M. Kanté Nouho, à l'époque Chef Secteur Adjoint du DHC.

Trois facteurs y ont concouru, renchérrissait le Chef Secteur de l'époque, M. Diby Yao Alain : « ... le renforcement du travail d'équipe entre les différents secteurs (Exploitation, Procédé, Maintenance, Laboratoire/Analyseurs, Inspection)... une présence plus forte sur le terrain des opérations par l'équipe d'encadrement, présence forte également de la hiérarchie auprès des équipes, ponctuée de sensibilisations sur les nouvelles valeurs » prônées par la Directeur Général. M. Camara Thomas, faut-il le rappeler, à ces moments qui étaient financièrement pénibles pour la SIR, exhortant sans relâche au travail et à l'exemplarité. Un état d'esprit était né !

« Nous allons entretenir ce nouvel état d'esprit, cette nouvelle façon de travailler », promettait le Chef Secteur DHC. Hélas, quelques mois après, est survenu l'impensable...

le réétudier et se mettre aux nouvelles normes avec de nouveaux matériaux. Le nouveau réacteur qui est arrivé est de dernière génération. Il a fallu le construire (la construction a duré 13 mois) et mettre en place toute la logistique pour son transport (maritime et terrestre), sa réception à Abidjan puis à la SIR, son stockage, la manutention pour la mise en place et la fixation.

Le réacteur n'a pas été construit seul. Tous les internes du réacteur ont été refaits à neuf : les plateaux, les organes de mesure de température, etc.

Il fallait donc réinstaller tous ces organes-là dans le nouveau réacteur, ce qui a été un chantier important.

CONSERVATION.

Il faut inclure à ces travaux du DHC, un volet conservation. Nous sommes en bordure de mer, avec le vent marin humide, très corrosif. Des équipements qui sont censés être chauds et donc protégés contre la corrosion, sont restés froids et exposés à la corrosion pendant deux ans. Il fallait mettre en place une stratégie pour conserver ces installations jusqu'au démarrage ; et ça, c'est passé par des analyses et par l'implication de tous les corps de métier et de tous les spécialistes qui nous ont apporté leurs expertises.

Ce plan de conservation s'est fait en quatre phases. Il a été mis en œuvre pour pouvoir conserver les installations et minimiser autant que possible les dégâts qu'il pourrait y avoir sur les tuyauteries et autres équipements. Ça été l'un des gros chantiers.

Dans le cadre de ce plan de conservation, vous imaginez bien que tous ces kilomètres de tuyauterie chaude ont été totalement « décalorifugés ». On a enlevé la protection thermique sur la totalité de ces équipements, ce qu'on ne faisait jamais dans le cadre d'un arrêt limité dans le temps. On les a complètement dénudés pour pouvoir les inspecter, les entretenir et les laisser à l'air libre pour éviter la corrosion sous dépôt. Ce sont des kilomètres et des kilomètres de tuyau qui ont été dénudés.

Et après, il fallait les habiller à nouveau pour le démarrage. Ça été un



Réception du réacteur, au quai du Port

nouveau travail. Il a fallu trouver la matière et le personnel pour le faire. Ce fut un nouveau chantier aussi.

Il y a des équipements importants, notamment des machines tournantes importantes comme les compresseurs (87K01 87K02), les pompes de charge (87P01) et autres qui sont restés à l'arrêt pendant deux ans. Après deux ans d'arrêt pour des machines importantes comme celles-là, le démarrage est toujours difficile ! Donc, il fallait un minimum d'entretien avant le démarrage, ce qui a été fait par les spécialistes.

TRAVAUX NEUFS.

Nous en avons profité pour rénover certaines installations et les mettre à niveau par rapport aux performances du DHC, notamment les pompes d'eau (87P02). De nouvelles pompes ont été installées, de plus grandes capacités. On a remplacé aussi des organes importants comme les vannes de dégazage (87UV21, UV22) qui sont des organes de sécurité sur le DHC. Ils ont été remis à neuf avec du matériel de nouvelle génération.

Autre chantier nouveau mis en œuvre: le serrage contrôlé. C'est quelque chose de nouveau, que nous avons expérimenté. Ça été pour beaucoup dans la réussite du démarrage. Des assemblages métalliques restés froids, sans fonctionner pendant des années,

sont gagnés par la corrosion. On aurait enregistré plusieurs fuites. Il a fallu aller inspecter les brides, les joints, les tiges, et reprendre le serrage de tous ces assemblages-là.

8 000 ASSEMBLAGES.

Environ 8 000 assemblages correspondant à plus de 16 000 brides ont été visités et resserrés. Et là, il ne s'agit que de la partie hydrocarbures...

IMPLICATION.

Pour réussir ces chantiers importants, il a fallu l'implication, l'appui de toute la SIR, tous les corps de métiers confondus, tous les secteurs, toutes les structures, avec l'aide des entreprises intervenantes et aussi l'encouragement de la Direction qui n'a pas lésiné sur les moyens. Elle nous a donné tous les moyens pour arriver au résultat que nous constatons tous. La Direction nous a beaucoup soutenus et accompagnés. Personne n'a reculé jusqu'à ce qu'on arrive à couler les produits aux stocks, le 22 mars 2019.

DECALAGE.

Le démarrage était initialement prévu pour le 28 février 2019. Il s'est fait finalement avec 22 jours de décalage. Ce décalage s'explique principalement par des imprévus apparus au dernier moment, notamment au niveau des internes des réacteurs, au niveau des

aéro-réfrigérants et des travaux de la zone sinistrée. Après deux années de chômage, il fallait faire très attention au démarrage, s'assurer qu'il s'effectue en sécurité. Nous avons donc beaucoup mis l'accent sur la sécurité du démarrage.

Il y a eu un premier démarrage en novembre 2018 de l'Unité 86 qui était restée elle aussi en chômage pendant deux ans. Ce premier démarrage a permis aux Exploitants de s'exercer au niveau des réflexes, mais aussi de s'assurer que la stratégie déployée pour conserver et entretenir les installations était la bonne. Ce démarrage test s'est bien déroulé et cela nous a rassurés relativement à celui de l'Unité 87 qui

ce moment. Des éléments restent à réunir (notamment l'énergie et de l'hydrogène) pour pouvoir monter l'allure à au moins 110 tonnes/heure. 110 t/h, c'est le débit de référence. C'est le débit qu'on avait avant l'incident. Le DHC peut tourner à 120 t/h. On ira à 110 t/h dans un premier temps et on passera à l'optimisation ensuite. Notre objectif, c'est les 120 t/h. Nous y irons progressivement.

RECORD.

Ce chantier aura duré en réalité 27 à 28 mois. Les travaux ont commencé dès le lendemain du sinistre et ne se sont pas arrêtés jusqu'à la fin du mois de mars, soit un peu plus de deux ans donc. C'est du jamais vu à la SIR, en Afrique et peut-être ailleurs

conservation pour remettre les unités en état sans qu'elles ne soient trop affectées par la longue inactivité. C'est inédit à la SIR. Les grands arrêts habituels, c'est 40 à 60 jours.

GRANDES ETAPES.

D'abord, il y a eu l'intervention pour éteindre le feu. Ensuite, il fallait sécuriser l'installation pour éviter des suraccidents, et la mettre dans des conditions de sécurité, vu qu'on n'allait pas la redémarrer dans l'immediat.

Quand on a su la problématique du réacteur et qu'on allait rester en chômage de longue durée, il fallait dérouler la procédure de conservation qui a consisté en des inspections pour faire un point zéro, suivi de la

mise en conservation, de la surveillance et de l'entretien, puis une dernière inspection avant les travaux en vue du démarrage. Par la suite, il y avait le démarrage. La SIR étant une installation industrielle classée, le ministère des Mines nous avait donné des instructions qu'il était impératif de respecter, notamment sur les contrôles, les épreuves des équipements soumis et tout autre contrôle indispensable à réaliser avant le démarrage. Tous les contrôles ont été faits avec des spécialistes internes et externes et

en présence des agents du ministère des Mines.

Il s'agit là de l'ensemble du complexe DHC.

UN PROJET A PART.

Le réacteur à lui seul constituait un projet à part entière. Il fallait d'abord déposer l'ancien qui faisait 506 tonnes. Ce n'était pas aisé.

Avec l'accord de la Direction, on a pu faire la dépose sans avoir eu besoin d'importer des moyens importants. On a eu à le déposer par



Réception du réacteur, à la SIR

était plus important en termes de charges.

L'Exploitant a vraiment mis en place l'organisation qu'il fallait pour suivre toutes les étapes du démarrage jusqu'à la fin.

DEBIT.

Une étape non moins importante doit être franchie, c'est la marche à débit maximum. C'est ce qui reste pour définitivement clore ce chapitre et tourner la page de l'événement malheureux du 2 janvier 2017. C'est ce que nous nous attelons à faire en

dans le monde. Normalement, quand ce genre de situation arrive, c'est quasiment une nouvelle unité qu'il faut construire tout simplement. Arrêter une installation pendant deux ans et redémarrer comme si on l'avait arrêtée pour quelques semaines de maintenance, c'est exceptionnel ! Nous avons dû nous appuyer sur des procédures existantes, notamment une procédure du Groupe SHELL. Cette procédure nous a permis d'affiner notre stratégie de

morceaux, en faisant venir des équipes européennes, spécialisées pour la découpe.

Après, il fallait préparer la réception du nouveau réacteur.

MOYENS SPECIAUX DE LEVAGE.

Il n'y a pas de grue en Côte d'Ivoire pour faire l'opération de levage de nouvel équipement qui fait 400 tonnes. On a dû solliciter des moyens spéciaux. Le navire devait être autonome en termes de levage depuis le Japon jusqu'ici. A son



Le DG lors du levage du réacteur

A PARTIR DU PREMIER VOYAGE...

PREMIER VOYAGE. Mon premier voyage a été un voyage d'inspection effectué avec le spécialiste SIR et les spécialistes de TOTAL et NOX pour nous assurer que les premiers travaux réalisés correspondent bien à ce que nous attendions. Il faut dire que c'est un réacteur entièrement forgé. Je n'entrerai pas dans les détails de sa fabrication. Dans les premiers voyages, on a vu les éléments du réacteur qui étaient déjà forgés. Il a été conçu en neuf éléments qui devaient être assemblés à la fin.

J'étais impressionné, parce que forger des pièces de cette taille-là, ce n'était pas évident. Nous avons pu voir le professionnalisme de l'équipe japonaise qui avait été choisie pour exécuter ce chantier. C'est la même qui avait construit le précédent réacteur que nous avons eu à remplacer. Ils étaient sérieux dans leur travail et respectaient toutes les normes en matière de construction de ce type d'appareil. Au vu des premiers résultats de leurs travaux, nous étions déjà optimistes. Mais l'élément sur lequel nous avons beaucoup travaillé, c'est la sécurisation du planning. Sur la qualité du travail, on n'avait plus de doute, mais il fallait sécuriser le planning. D'où les différentes étapes que nous avons eu à élaborer pour suivre le chantier, notamment avec TOTAL et avec NOX.

DERNIER VOYAGE. A mon dernier voyage (qui n'était pas la dernière des missions), j'ai vu le réacteur complètement constitué et en train d'être testé. On n'était pas loin de la période de livraison prévue et donc j'étais rassuré.

Les Japonais avaient prévu de nous le livrer le 1er octobre. Ils nous l'ont mis à disposition le 2 octobre. Un seul jour de retard sur treize mois, c'est une performance à saluer. Les autres fournisseurs, au moment des appels d'offres, nous parlaient de 14 à 20 mois...

MISSION ACCOMPLIE ? La mission sera accomplie

quand on sera à 110 t/h. Tous (Production, Maintenance, Direction Technique...), sommes concernés par ce challenge.

MOBILISATION. Le meilleur indicateur à ce niveau, c'est le nombre d'heures travaillées. Nous sommes à 1 800 950 heures. On a eu des pointes de 600 hommes sur le chantier pendant les 27 mois qu'ont duré les travaux.

L'ARRÊT METAL HSK2 2019 DECALE. L'arrêt HSK2 de 2019 tient toujours. Initialement prévu au premier trimestre, il a été décalé au dernier trimestre de l'année. On ne pouvait pas faire cet arrêt alors que le démarrage de l'hydrocraqueur a lieu dans la même période et la préparation de cet arrêt demandait du temps. Une dérogation a été demandée aux autorités en charge des Mines afin de pouvoir décaler l'arrêt au dernier trimestre 2019. Une équipe est déjà à l'œuvre pour tenir le délai. Et j'ai confiance qu'il sera tenu, parce que les agents SIR sont formidables. Ils trouveront la force de bien préparer et réussir cet arrêt !

M. BOIZI, chef projet DHC



arrivée, il fallait trouver un quai pour réceptionner le colis, or les quais en Côte d'Ivoire n'ont pas l'habitude de réceptionner les colis



de ce gabarit. Il fallait donc étudier le quai pour s'assurer qu'il pouvait bien réceptionner le colis, ensuite, il fallait étudier le tracé. Le convoi, avec son colis, faisait 30 mètres de long, près de sept mètres de haut et pesait en gros 600 tonnes. Le transport terrestre a été fait par un engin "hors-gabarit" venu d'Europe. Pour garantir la réussite du transport avec cet engin spécial, deux kilomètres de route notionnelle bitumée ont été totalement préparées entre le quai (de Petro-Sea-Logistics) de déchargement et la SIR. Ce n'était pas facile de circuler dans les rues d'Abidjan avec une telle charge. Pour entrer dans la raffinerie, on a dû ouvrir un accès du côté ouest de la clôture SIR, étudier le tracé dans la raffinerie et renforcer les routes et les zones de stockage. Ensuite, il fallait faire venir des moyens pour faire le levage. Ce sont des moyens européens qui ont été utilisés. Le réacteur en lui-même était donc un chantier à part entière.

DEMARRAGE.

La dernière étape après avoir installé le réacteur, mis les internes, chargé les catalyseurs et réparé la zone, c'était le démarrage en sécurité. Il fallait mettre toutes les sections de l'unité en conformité, faire les tests pour s'assurer qu'on n'avait pas d'équipements qui allaient lâcher. Tout cela a été fait. La dernière partie du démarrage qui

a duré près d'un mois, a été l'affaire de l'Exploitant, accompagné par toute une équipe constituée de la Maintenance, de l'Inspection, de la

tions et de réceptions, Sept au total. Je n'étais pas à toutes ces missions. Comme vous le constatez, nous nous sommes donné tous les moyens pour réussir cette opération. Sachez que pour deux jours de réunion, il y avait cinq jours de voyage entre le Japon et la Côte d'Ivoire. Ce ne fut pas facile. Les spécialistes SIR et moi-même, Chef du Projet, avons eu à faire quelques missions. C'était des missions techniques, utiles, pour s'accorder avec le fabricant sur ce que la SIR voulait et sur les normes en vigueur (chez TOTAL et à l'international) ■



Direction Technique, (SOPT, Laboratoire/Analyseurs...), de la Sécurité... Nous avons accompagné ces équipes jusqu'à ce qu'on arrive à mettre toutes les sections dans leurs états de service et qu'elles produisent des produits de qualité.

CARNET DE VOYAGE.

On a essayé de limiter les voyages pour ne faire faire des missions que par des spécialistes. La conception d'un réacteur de craquage comme le 87R02 qui marche à 160 bars, n'est pas quelque chose de simple. Il y a eu un long moment de clarification sur les aspects techniques avec le fabricant et le bailleur de licence. On s'est fait accompagner par le Groupe TOTAL et l'Ingénierie NOX-France. Ils nous ont mis à disposition des spécialistes dans ce domaine. Il y a ainsi eu plusieurs missions de clarifications, d'inspec-

REMERCIEMENTS ET ENCOURAGEMENTS

Je réitère mes remerciements à toute la SIR et à toute l'équipe opérationnelle et les encourage à continuer sur la voie qu'elles ont empruntée au cours de ces travaux du DHC. Leur implication était totale, tout corps de métiers confondu. Chacun a joué sa partition et ça, c'est une des forces au niveau des équipes SIR qu'il faut qu'on préserve.

Ceux qui ont vu le chantier au dernier trimestre de l'année 2018, n'auraient jamais imaginé le voir achevé aujourd'hui et être fonctionnel comme si de rien n'était. C'est parce qu'il y a eu cette cohésion et cet esprit d'équipe, adoptés par toutes les équipes SIR ■

Joël Dervain, Secrétaire exécutif de l'ARA « La Côte d'Ivoire a montré l'exemple »

« Nous avons été édifiés par l'implication d'un gouvernement, celui de la Côte d'Ivoire, dans la mise en place d'un plan de sauvetage pour sauver une industrie stratégique, la SIR. » Voilà résumé par le Secrétaire exécutif, Joël Dervain, le sentiment général qui a prévalu au cours de ce forum des raffineurs et distributeurs africains après la présentation du ministre ivoirien du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables. Et d'ajouter : « Les raffineurs ont eu du baume au cœur avec cette expérience ivoirienne de sauvetage financier. La Côte d'Ivoire a montré l'exemple. Elle est, de toutes les façons, un peu à l'avant-garde, puisque l'ARA est une idée ivoirienne ».

On comprend la satisfaction du Secrétaire exécutif de l'ARA, car l'Association ne cesse de prôner, depuis toujours, l'appui des Etats pour maintenir les outils de raffinage malgré les aléas qui peuvent les

affecter. Pourvoyeur d'emplois et outil de sécurisation des approvisionnements, les raffineries doivent bénéficier, de la part des Etats, d'une attention particulière, soutient bon an mal an, l'ARA.

« C'est vrai que nous sommes un secteur vis-à-vis duquel les avis sont prudents, puisqu'on parle d'énergie de substitution, mais le pétrole va rester pendant longtemps encore, dans le transport, la source principale d'énergie », analyse Joël Dervain. Une exhortation à investir dans le secteur.

Ce, dans le droit fil du thème de la 14^e assemblée générale : « Renforcer l'investissement dans l'aval pétrolier africain ». C'est, pour l'ARA, la voie royale pour avoir, en Afrique, des raffineries compétitives et respectueuses de l'environnement ■



POUR LE SOUTIEN DE LA SIR À L'ARA

Le DG, M. Camara Thomas, reçoit un prix exceptionnel à Cape Town

Du lundi 25 au mercredi 27 mars dernier s'est tenue à Cape Town, en Afrique du Sud, la 14^e Assemblée Générale des Raffineurs et Distributeurs d'Afrique (ARA). Outre la présentation très édifiante du ministre ivoirien du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables sur les capacités des Etats à sauvegarder leur outil de raffinage, ces assises ont enregistré la distinction du DG de la SIR, M. Camara Thomas, pour le soutien constant de la société à l'ARA. Un « prix exceptionnel » lui a été décerné en guise de reconnaissance.

Annonçant le prix, le Secrétaire Exécutif de l'ARA, M. Joël Dervain, a expliqué que la SIR

fait montre d'un « soutien particulier » à l'endroit de l'ARA. « Malgré les difficultés financières et ses propres priorités, la SIR soutient fortement l'ARA », a-t-il souligné. Le siège opérationnel de l'ARA sis à Cocody Attoban, notamment, est un don de la SIR, a-t-il relevé.

L'Assemblée Générale, grand rendez-vous annuel des acteurs du secteur aval africain, est, chaque fois, l'occasion pour l'Association de témoigner de sa reconnaissance aux personnes physiques et morales qui se sont distinguées pour elle.

Outre M. Camara Thomas, M. Hilaire Kaboré, DG de la Société nationale burkinabè des hydro-

carbures (SONABHY, actionnaire de la SIR), Président sortant de l'ARA, a été distingué. L'ARA lui est reconnaissante de l'avoir aidé à rencontrer le Président du Faso, M. Roch Marc Christian Kaboré, à la fin de l'année dernière. Une audience qui a permis à l'ARA de partager avec le Chef de l'Exécutif burkinabè ses ambitions pour le secteur aval africain ■

